**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juillet 2014

CP2014_07_20
id. 1006

L'an deux mille quatorze le vingt et un juillet , les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Présents ou ayant donné procuration de vote :

M. J-P. ALBERT, M. E. ASTOUL, M. J-M. BAYLET, M. J. CAPAYROU, M. G. DESCAZEAX, M. G-M. EMPOCIELLO, M. J. GONZALEZ, M. G. HEBRAL, M. J. LAVABRE, M. M. MARTY, M. R. MASSIP, M. J-P. QUEREILHAC, M. D. ROGER, M. J. ROSET

Absent(s) :

M. J. CAMBON

**TRANSPORTS PUBLICS ROUTIERS INTERURBAINS DE
PERSONNES**

J'ai l'honneur de proposer à votre examen quelques questions relatives au fonctionnement et à la mise à jour du Réseau Départemental de Transport Scolaire Routier Interurbain en prévision de la rentrée 2014.

Je vous présente également la clause de révision des prix applicable, au 1er septembre prochain, aux services de transports non remis en concurrence en 2014, ainsi que quelques questions diverses.

Je vous demande de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces propositions qui ont été soumises, pour avis, à la Commission des Transports du 30 juin 2014.

I - CREATIONS, MODIFICATIONS, RESTRUCTURATIONS OU SUPPRESSIONS DE SERVICES

1. Restructuration du service à titre principal scolaire n° 05-05 « Lacour-de-Visa – Ecole de Montaigu-de-Quercy » exploité par l'entreprise « Combedouzou et Fils » (Marché n° 2008-326 d'une durée de 10 ans)

La localisation et le nombre des élèves inscrits sur ce service, pour la rentrée 2014, nous amènent à vous en proposer la restructuration. En effet, il n'est plus nécessaire d'en fixer le départ à Lacour-de-Visa.

Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports.....	48 km
Durée actuelle du service de rotation au Plan des Transports.....	1 H 00
Distance prévisionnelle du service par rotation.....	44 km
Durée prévisionnelle du service par rotation.....	55 mn

Sa définition deviendrait donc « Montaigu-de-Quercy – Montaigu-de-Quercy-Ecole » et son itinéraire serait désormais le suivant :

Départ commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « Reillas » ;
Desserte de la commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « Lasfargues » ;
Desserte de la commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « Bel Air » ;
Desserte de la commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « Pervillac » ;
Desserte de la commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « Le Moulin d'Ays » ;
Desserte de la commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « Bouys » ;
Desserte de la commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « Couloussac » ;
Desserte de la commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « Bonneval » ;
Desserte de la commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « école » ;
Desserte de la commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « Roucat » ;
Desserte de la commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « Fompetière » ;
Desserte de la commune de Montaigu-de-Quercy, lieu-dit « Lacoste » ;
Arrivée commune de Montaigu-de-Quercy, école.

Cette restructuration n'entraînerait aucune incidence financière.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver les conditions administratives et techniques de ce dossier.

La Commission des Transports du 30 juin 2014 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

II – QUESTIONS DIVERSES

1. Application de la clause contractuelle de variation de prix

Les marchés conclus entre le Département de Tarn et Garonne et les entreprises de transport exploitantes comportent une clause de révision annuelle des prix, destinée à compenser les variations liées à la conjoncture économique. Sont concernés par l'application de cette clause les services non remis en concurrence : cette année, ils sont au nombre de 282 (9 services remis en Appel d'Offres).

Conformément à l'article 9 du Cahier des Clauses Administratives Particulières des marchés, cette clause s'adosse aux indices publiés par l'INSEE se rapportant aux domaines concernés, à savoir le gasoil, les salaires, le matériel, les prix et services divers ainsi que le prix des réparations.

La date d'application est fixée à la date d'anniversaire du contrat, soit généralement au mois d'août de chaque année civile.

En l'espèce, et compte tenu des délais de publication, nous avons effectué nos calculs sur la base des derniers indices connus parus sur le site Internet de l'INSEE.

Cette clause contractuelle de variation est calculée par application de la formule paramétrique suivante :

$$T = (0,18 G/Go + 0,50 S/So + 0,14 M/Mo + 0,10 NPSD/NPSDo + 0,08 E/Eo)$$

Etant précisé que :

T = Tarif actualisé

G = moyenne des indices gasoil sur les 12 derniers mois (d'avril 2013 à mars 2014).

S = moyenne des indices salaires transport et salaires secteur tertiaire (source indice du 4^{ème} trimestre 2013).

M = prix des véhicules utilitaires séries autocars. (indice de janvier 2014)

NPSD = nouveau prix et services divers (indice provisoire avril 2014 pour les biens de consommation, et indices définitifs d'avril 2014 pour les productions françaises et les autres biens et services)

E = entretien et réparation des véhicules privés (indice définitif de mai 2014).

Il est à noter que les séries suivantes ont été supprimées et remplacées par des séries équivalentes :

- M = Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels – Autobus et Autocars l'identifiant 1559272 est remplacé par une série équivalente dont l'identifiant est 1653206
- NPSD = Indices de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés « Biens de consommation » et « Ensemble de l'industrie » les identifiants 1569627 et 1570016 sont remplacées par des séries équivalentes dont les identifiants sont 1653473 et 1652106.

Pour l'année 2014, le pourcentage de variation obtenu par application de cette formule fait ressortir une augmentation de 1,24 %. Vous voudrez bien trouver, en annexe, la méthode de calcul de ce taux.

Cette augmentation sera donc appliquée à chaque marché en cours et sera notifiée aux entreprises. Elle engendre une hausse des coûts pour l'année scolaire à venir estimée à 140 149 euros HT.

Cette clause devra également s'appliquer :

- au protocole d'accord entre le Département et la Région au sujet des trois lignes régionales (Beaumont de Lomagne – Dieupentale, Montauban-Auch et Montauban-Toulouse) ;
- à la convention entre le Département de Haute-Garonne et le Département de Tarn-et-Garonne au sujet des élèves rattachés à la Haute-Garonne mais pris en charge sur des lignes gérées par le Tarn-et-Garonne ;
- aux Accords-Cadres conclus avec les entreprises pour le transport adapté d'enfants en situation de handicap.

Les entreprises chargées de l'exécution des services recevront une notification des nouveaux forfaits de rémunération pour l'année 2014-2015.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver l'ensemble de ce dossier.

La Commission des Transports du 30 juin 2014 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

2. Dénonciation d'un accord-cadre relatif au transport adapté

Conformément à l'accord-cadre n°2011-262, le Conseil Général a confié à l'entreprise ALLO TAXI MICHEL, basée à Montauban, un service de transport adapté à l'attention d'enfants en situation de handicap. Ainsi, en application de cette convention (ordre de service n°4 valant marché subséquent), cette entreprise est chargée d'acheminer l'élève Pauline CARDOSO de son domicile, situé 1841 route des courounets à Albias (82350), jusqu'à l'école primaire Marcel Pagnol à Caussade (82300) où elle est scolarisée.

Dans le cadre de la bonne exécution de cette prestation, et comme cela est prévu à l'article 13 du Cahier des Clauses Particulières de l'accord-cadre mentionné ci-dessus, des agents du service des transports ont effectué, le 17 juin dernier, un contrôle qualitatif de ce circuit.

Il a été constaté, à cette occasion, de graves infractions au code la route :

- franchissement de ligne blanche (en effectuant un dépassement) ;

- vitesse excessive et non adaptée, aussi bien en agglomération (Réalville) que sur la route départementale (D820) entre Albias et Réalville ;
- comportement mettant en danger la sécurité de l'enfant transportée.

Ces faits ont été mentionnés sur le bon de constatation établi par les agents et contre-signé par le responsable de cette entreprise (Monsieur Philippon) qui assurait lui-même le transport.

Compte tenu de la dangerosité d'un tel comportement et de la responsabilité qui incombe à cette entreprise s'agissant d'un transport d'enfant, qui plus est en situation de handicap, il a été décidé d'annuler, immédiatement et sans indemnité, le bon de commande correspondant (ordre de service n°4) en application des articles 14-2 et 18 du Cahier des Clauses Particulières de l'accord-cadre.

Cette décision a été notifiée à l'entreprise par mail ainsi que par lettre recommandée avec accusé-réception envoyée le 18 juin 2014.

Il a été fait appel à une autre société de transport, la SA SOTRAL (82000 Montauban) qui a pu prendre en charge Pauline dès le 18 juin et ce, jusqu'à la fin de l'année scolaire pour le même forfait journalier (77 € HT).

Compte tenu de ce qui précède, je sollicite la dénonciation de l'accord-cadre n°2011- 262 conclu avec l'entreprise ALLO TAXI MICHEL pour infractions graves.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver l'ensemble de ce dossier et m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, la dénonciation du marché correspondant.

La Commission des Transports du 30 juin 2014 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

3. Transport à la demande – Syndicat de transports collectifs du Bas Quercy Ouest

Par avenant à la convention n°2010-165 en date du 19 avril 2010, le Conseil Général de Tarn et Garonne a prorogé, pour l'année 2014, sa délégation de compétence au Syndicat de Transports Collectifs du Bas Quercy Ouest concernant l'organisation des services de transports à la demande au bénéfice de ses administrés.

Le Syndicat de Transports Collectifs du Bas Quercy Ouest a procédé à une nouvelle mise en concurrence relative à l'exécution de ses services de transport à la demande, les précédents marchés s'étant achevés au 31 décembre 2013. A l'issue des résultats, ces services ont été attribués à l'entreprise COMBEDOUZOU pour une durée de 9 mois à compter du 1er avril 2014.

Vous voudrez bien trouver présentées, la consistance et les caractéristiques de ces services.

Je vous rappelle que le Conseil Général prend en charge 40 % du déficit d'exploitation (selon certains critères et selon certains « plafonds » de dépenses et « planchers » de recettes), le Conseil Régional 30 % et 30 % restent à la charge du Syndicat de Transports Collectifs du Bas Quercy Ouest.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver cette opération et m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, l'avenant à la convention passée entre le Département et le Syndicat de Transports Collectifs du Bas Quercy Ouest entérinant ces nouvelles dispositions.

La Commission des Transports du 30 juin 2014 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

INCIDENCE FINANCIERE

Fonctionnement :

Application de la clause contractuelle de variation de prix

Dépense à imputer à :

Article 62451 – S/Fonction 81 et article 62452 – S/Fonction 81

Points du rapport	Incidence financière HT
II) 1°)	140 149,00 €

Total HT des dépenses de fonctionnement : + 140 149,00 €

TOTAL GENERAL HT SERVICE : + 140 149,00 €

Je vous demanderais de bien vouloir délibérer sur le rapport tel que présenté.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 21 avril 2011 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu la décision de la commission des transports réunie le 30 juin 2014,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

I - CREATIONS, MODIFICATIONS, RESTRUCTURATIONS OU SUPPRESSIONS DE SERVICES

1. Restructuration du service à titre principal scolaire n° 05-05 « Lacour-de-Visa – Ecole de Montaignu-de-Quercy » exploité par l'entreprise « Combedouzou et Fils » (Marché n° 2008-326 d'une durée de 10 ans)

- Approuve les conditions administratives et techniques de ce dossier ;

II – QUESTIONS DIVERSES

1. Application de la clause contractuelle de variation de prix

- Approuve pour 2014, l'augmentation de 1,24 % qui sera appliquée à chaque marché en cours et notifiée aux entreprises, engendrant une hausse des coûts pour l'année scolaire à venir estimée à 140 149 € HT (cf méthode de calcul détaillé en annexe) ;
- Précise que cette clause s'appliquera :
 - au protocole d'accord entre le Département et la Région au sujet des trois lignes régionales (Beaumont de Lomagne – Dieupentale, Montauban-Auch et Montauban-Toulouse) ;
 - à la convention entre le Département de Haute-Garonne et le Département de Tarn-et-Garonne au sujet des élèves rattachés à la Haute-Garonne mais pris en charge sur des lignes gérées par le Tarn-et-Garonne ;
 - aux Accords-Cadres conclus avec les entreprises pour le transport adapté d'enfants en situation de handicap ;
- Précise que les entreprises chargées de l'exécution des services recevront une notification des nouveaux forfaits de rémunération pour l'année 2014-2015 ;

2. Dénonciation d'un accord-cadre relatif au transport adapté

- Dénonce l'accord-cadre relatif au transport adapté n° 2011-262 conclu avec l'entreprise ALLO TAXI MICHEL, pour infractions graves ;

3. Transport à la demande – Syndicat de transports collectifs du Bas Quercy Ouest

- Approuve l'avenant à la convention n° 2010-165 relatif à la délégation de compétence au Syndicat de Transports Collectifs du Bas Quercy Ouest concernant l'organisation des services de transports à la demande au bénéfice de ses administrés ;

- Précise que ces services ont été attribuées à l'entreprise Combedouzou pour une durée de 9 mois à compter du 1er avril 2014 ;
- Autorise Monsieur le Président à signer cet avenant au nom et pour le compte du Département.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

Jean-Michel BAYLET